



## CHAPITRE 119

## CHAPTER 119

Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne

An Act respecting the School Commissioners for the municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

[Assented to, the 30th of January, 1953]

Préambule.

**A**TTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, ont par leur pétition représenté que leurs revenus sont insuffisants pour faire face aux exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter par le prélèvement dans les limites de leur territoire d'une taxe d'éducation d'un pour cent sur la vente en détail;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

**1.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, peuvent imposer, par résolution, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, et prélever en sus de toute autre taxe, un impôt spécial sur la vente en détail dit "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat en détail de tous biens mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le service de téléphone, le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la

Preamble.

**W**HEREAS the School Commissioners for the municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and that it has become necessary to increase them by the levying within the limits of their territory of an education tax of one per cent on retail sales;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

**1.** The School Commissioners for the municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, may, by resolution, impose, from the coming into force of this act, and levy in addition to any other tax, a special tax on retail sales called education tax, not exceeding one per cent of the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including telephone service, gas and electricity used for lighting, power or heating sold within the

force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites de la municipalité scolaire de ville Sainte-Agathe des Monts à qui que ce soit, soit à une personne qui a son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires à l'intérieur de ces limites, ou qui y réside temporairement au moment de la vente, soit à quiconque si le bien vendu s'y trouve, sauf pour seules fins de livraison, au moment de la vente ou de la livraison, ou en a été retiré pour éviter le paiement de la taxe.

limits of the school municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts to whomsoever, either to a person who has his domicile, his ordinary residence or his place of business within such limits, or resides therein temporarily at the time of the sale, or to whomsoever if the property sold is found therein, except for purposes of delivery only, at the time of the sale or delivery, or was removed therefrom to evade the payment of the tax.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**2.** Sujet aux dispositions contenues dans la présente loi, ladite taxe d'éducation est de même nature, sujette aux mêmes exemptions et sera prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88) et ses amendements, et toutes les dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail et de ses amendements et la loi 14 George VI, chapitre 19 et ses amendements, s'appliqueront *mutatis mutandis* à la taxe d'éducation imposée par les commissaires et, à l'égard de cette taxe d'éducation, les commissaires et leur secrétaire-trésorier auront tous les droits, pouvoirs et privilèges conférés par ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail à la couronne, au ministre des finances, au procureur général et au contrôleur ou officiers du revenu.

**2.** Subject to the provisions contained in this act, the said education tax shall be of the same kind, subject to the same exemptions and shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88) and its amendments, and all the provisions of the said Retail Sales Tax Act and of its amendments and the act 14 George VI, chapter 19 and its amendments, shall apply *mutatis mutandis* to the education tax imposed by the commissioners, and, with respect to such education tax, the commissioners and their secretary-treasurer shall have all the rights, powers and privileges conferred by the said Retail Sales Tax Act to the Crown, to the Minister of Finance, to the Attorney General and to the Revenue Comptroller or officers.

Provisions  
to apply.

Vendeur  
hors du  
territoire.

**3.** Le vendeur qui a sa place d'affaires en dehors des limites de la municipalité scolaire de ville Sainte-Agathe des Monts n'est pas tenu de percevoir la taxe sur la vente qu'il y fait. Dans ce cas cette taxe doit être payée par l'acheteur aux commissaires et l'acheteur doit faire rapport de la vente sans délai au secrétaire-trésorier des commissaires en lui transmettant ou produisant ses factures et tous autres renseignements que celui-ci pourrait exiger.

**3.** The vendor having his place of business outside of the limits of the school municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts shall not be bound to collect the tax on the sale made therein by him. In this case the tax must be paid to the commissioners by the purchaser who must report the sale without delay to the secretary-treasurer of the commissioners by transmitting to him or producing his bills and any other information which the latter might require.

Vendor  
outside  
territory.

**4.** Les commissaires peuvent, en tout temps, adopter les résolutions et autres mesures qu'ils jugeront nécessaires ou

**4.** The commissioners may at any time adopt the resolutions and other measures which they may deem necessary

utiles pour assurer la perception de la taxe qu'ils imposeront. Toute résolution autorisée par la présente loi pourra être adoptée par les commissaires sans avis préalable et aura effet et force obligatoires dès qu'elle sera adoptée comme toute autre résolution des commissaires d'écoles, mais sans qu'aucun affichage ni publication ne soient requis.

or useful to assure the collection of the tax which they shall impose. Any resolution authorized by this act may be adopted by the commissioners without prior notice and shall have binding force and effect as soon as it shall have been adopted like any other resolution of the school commissioners, but no posting or publication shall be required.

Défaut  
par le  
vendeur  
de faire  
rapport.

5. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé ou fait sciemment un rapport inexact ou mensonger, ou a omis de percevoir des taxes exigibles en vertu de la présente loi ou, ayant perçu des taxes, a négligé de tenir les livres et de garder les pièces nécessaires, ou s'est déclaré incapable de fournir les livres, pièces et renseignements nécessaires pour permettre au secrétaire-trésorier, ou son représentant, de faire une vérification complète des taxes perçues ou à percevoir, le secrétaire-trésorier des commissaires, ou son représentant, établit, au mieux de sa connaissance, le montant de la taxe que ledit vendeur a perçu ou aurait dû percevoir et dû aux commissaires et ce montant ainsi établi est alors considéré comme le montant véritable dû aux commissaires par le vendeur en remboursement de ce qu'il a perçu ou de ce qu'il aurait dû percevoir et la preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

5. If the vendor does not make the report required or knowingly makes an inaccurate or false report, or has omitted to collect taxes exigible under this act or, having collected taxes, has neglected to keep accounts and to keep the necessary papers, or has declared to be unable to furnish the books, papers and information necessary to enable the secretary-treasurer or his representative, to make a complete verification of the tax collected or to be collected, the secretary-treasurer of the commissioners, or his representative, shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax which the said vendor has collected or should have collected and to be paid to the commissioners, which amount so established shall then be considered as the actual amount due to the commissioners by the vendor to repay what he has collected or should have collected and the burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Failure by  
vendor  
to make  
report.

Droits  
dévolus.

Si le ministre des finances est chargé par les commissaires de la perception de cette taxe en vertu d'une ou de plusieurs conventions entre eux, il aura les mêmes droits que le secrétaire-trésorier et pourra de la même façon déterminer le montant de la taxe qui a été perçu ou qui aurait dû l'être et qui est dû aux commissaires.

If the Minister of Finance is charged by the commissioners with the collection of such tax in virtue of one or more agreements between themselves, he shall have the same rights as the secretary-treasurer and may in the same manner determine the amount of the tax which was collected or should have been collected and which is due to the commissioners.

Rights  
trans-  
mitted.

Juridic-  
tion.

6. Tout juge des sessions et juge de district siégeant en la cité de Saint-Jérôme et tout juge de district et juge municipal siégeant en la ville Sainte-Agathe des Monts ont juridiction concurrente pour entendre et juger toutes poursuites intentées par les commissaires soit en vertu de la présente loi ou de toute résolution qu'elle autorise, pour le recouvrement des

6. Any judge of the Sessions and any district judge sitting in the city of St. Jérôme and any district judge and municipal judge sitting in the town of Sainte-Agathe des Monts have concurrent jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the commissioners, either in virtue of this act or in virtue of any resolution authorized by it, for the reco-

Jurisdic-  
tion.

amendes imposées, quelque soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Les amendes perçues appartiendront aux commissaires d'écoles pour la municipalité de ville Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne.

Jurisdiction.

La Cour de magistrat du district de Terrebonne siégeant à Saint-Jérôme et la Cour de magistrat de district siégeant à Sainte-Agathe des Monts ont juridiction concurrente pour entendre et juger toute action intentée par la ville Sainte-Agathe des Monts en recouvrement de la taxe imposée, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, quel que soit le montant réclamé et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et régie par les articles 1151 à 1162 inclusivement (sauf le premier alinéa de l'article 1153) du Code de procédure civile et sera entendue par préséance.

Recouvrement.

Sans préjudice des modes qui précèdent, les commissaires peuvent également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans la Loi de l'instruction publique pour la perception des taxes qui leur sont dues et avec les mêmes privilèges.

Conventions.

7. Les commissaires sont autorisés à faire une ou des conventions avec le ministre des finances de la province, ainsi qu'avec la ville Sainte-Agathe des Monts, pour la perception de la taxe d'éducation imposée en vertu de la présente loi. Ces conventions avec le ministre des finances peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88) et ses amendements et pourront autoriser le ministre des finances à exercer les droits des commissaires pour la perception de ladite taxe d'éducation et à intenter les poursuites pour infractions à la présente loi ou

very of the fines imposed, whatever may be the place of domicile or residence or the place of business of the defendant. The fines collected shall belong to the school commissioners for the municipality of the town of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne.

Jurisdiction.

The Magistrate's Court of the district of Terrebonne sitting in St. Jérôme and the District Magistrate's Court sitting in Sainte-Agathe des Monts have concurrent jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the town of Sainte-Agathe des Monts for the recovery of the tax imposed, either from the vendor with respect to the amount collected, or from the purchaser, whatever may be the amount claimed and the place of the domicile, residence or place of business of the defendant. Such action shall be deemed to be a summary matter and governed by articles 1151 to 1162 inclusive (except the first paragraph of article 1153) of the Code of Civil Procedure and shall be heard by precedence.

Recovery.

Without prejudice to the preceding modes of procedures, the commissioners may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in the Education Act for the collection of taxes owing to them, and with the same privileges.

Agreements.

7. The commissioners are authorized to enter into one or more agreements with the Minister of Finance of the Province as well as with the town of Sainte-Agathe des Monts, for the collection of the education tax imposed under this act. Such agreements with the Minister of Finance may stipulate that the secretary-treasurer of the commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88) and its amendments and may authorize the Minister of Finance to exercise the rights of the commissioners for the collection of the education tax and to take actions for infringement of this act or of the resolutions of the com-



aux résolutions des commissaires adoptées en vertu de la présente loi.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**8.** L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires en vertu de la présente loi *mutatis mutandis*.

**8.** Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) is declared applicable to the education tax imposed by the commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

Recours.

**9.** Si la perception de cette taxe est faite par le ministre des finances de la province ou par la ville Sainte-Agathe des Monts en vertu d'une ou de plusieurs conventions entre le ministre ou la ville et les commissaires, ces derniers conservent contre l'acheteur, qui a refusé ou négligé de payer la taxe et contre le vendeur qui a refusé ou négligé de la percevoir ou de la remettre, leur recours en recouvrement de cette taxe et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers du débiteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière due aux commissaires.

**9.** If the collection of the tax is made by the Minister of Finance of the Province or by the town of Sainte-Agathe des Monts under any agreement or agreements between the Minister or the town and the commissioners, the latter retain against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax and against the vendor who has refused or neglected to collect or remit the same, their recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the debtor and shall have the same rank as any other personal or moveable tax due to the commissioners. Recourse.

Partage,  
etc.

**10.** Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues pour l'imposition et la perception de cette taxe, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les syndics d'écoles protestantes pour la municipalité de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le comté de Terrebonne, au prorata du nombre d'enfants de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun aux commissaires et aux syndics, d'après le dernier recensement effectué en vertu des dispositions de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion sur l'interprétation du présent paragraphe le surintendant de l'instruction publique pourra décider en dernier ressort.

**10.** The annual revenue collected by the commissioners from the said tax shall, after deduction of the expenditures incurred for the imposition and collection of such tax, be shared every three months by the said commissioners between themselves and the Protestant School Trustees for the municipality of St. Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, proportionately to the number of children from five to sixteen years of each of the Roman Catholic or Protestant religious denomination respectively, residing in the territory common to the commissioners and to the trustees, according to the last census made in virtue of the provisions of the Education Act. In case of difference of opinion, on the interpretation of this paragraph the Superintendent of Education shall decide in last resort. Share, etc.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.